

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 10 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/331		
CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE VISANT A FAVORISER LA PREVENTION DES IMPAYES DES FACTURES D'EAU POTABLE POUR LES USAGERS DE LA COMMUNE D'OLLIOULES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/331

BUREAU DU 10 JUILLET 2023

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT TRIPARTITE VISANT
A FAVORISER LA PREVENTION DES IMPAYES DES
FACTURES D'EAU POTABLE POUR LES USAGERS DE
LA COMMUNE D'OLLIOULES - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le contrat de concession sous forme de Délégation du Service Public pour l'exploitation du service de l'eau potable de la Commune d'Ollioules conclu avec la société Suez Eau France du 25 janvier 2021 au 31 décembre 2029,

CONSIDERANT que le contrat de la Délégation de Service Public prévoit que Suez Eau France affecte un montant de 5000 € par an (valeur au 1^{er} janvier 2021) dont l'objectif est de diminuer la charge financière pour les personnes rencontrant des difficultés à honorer leurs factures d'eau,

CONSIDERANT qu'il convient de définir par convention les modalités de versement de ces aides ainsi que la procédure à mettre en place pour l'examen des situations des personnes en difficulté,

CONSIDERANT la nécessité de signer une convention partenariale entre la Métropole TPM, le Centre Communal d'Action Sociale d'Ollioules et la société Suez Eau France,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention annexée relative aux versements des aides par le délégataire Suez Eau France auprès du CCAS de la Commune d'Ollioules,

ARTICLE 3

D'AUTORISER le Président à signer la convention de versement des aides entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la CCAS de la Commune d'Ollioules et la société Suez Eau France.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION PARTENARIALE VISANT À FAVORISER LA PRÉVENTION DES IMPAYÉS DES FACTURES D'EAU COMMUNE D'OLLIOULES

ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale d'Ollioules représenté par son Président, Robert BENEVENTI,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,

ET

Suez Eau France, sis représenté par Monsieur Nicolas SARDOU, Directeur d'Agence Provence Littoral Durance Verdon,

Vu le code de l'action sociale et des familles (article L. 115-3) ;

Vu le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés de factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ LES MODALITÉS SUIVANTES :

PRÉAMBULE :

Les CCAS et Suez Eau France développent un partenariat depuis plusieurs années dont l'objectif est de soutenir les personnes en difficulté.

La présente convention vise à renforcer ce partenariat dans le cadre du contrat de délégation de service public de l'eau potable liant SUEZ Eau France et la Métropole TPM sur le territoire de la commune d'Ollioules.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objectif de définir les modalités du partenariat visant à mettre en œuvre une procédure de traitement social à destination des personnes rencontrant des difficultés à honorer leurs factures d'eau.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION :

La présente convention s'applique aux personnes dont l'habitation principale est située sur le territoire de la commune d'Ollioules et qui sont abonnées du service de l'eau auprès de Suez Eau France.

ARTICLE 3 – OUVERTURE DE LA PROCÉDURE :

La procédure est ouverte à l'initiative du CCAS et/ou de Suez Eau France.

Suez Eau France orientera vers le CCAS les personnes résidant sur le territoire de la commune d'Ollioules rencontrant des difficultés à honorer leurs factures d'eau. Un courrier d'invitation à rencontrer un référent social sera systématiquement envoyé aux personnes dont le montant de la dette est supérieur ou égal à 50 € (cinquante Euros) ;

A la demande du CCAS, Suez Eau France acceptera de procéder à un examen des situations des personnes en difficulté dans la perspective d'établir un plan d'apurement.

Dès l'intervention du CCAS et dans l'attente de l'élaboration d'un plan d'apurement qui devra être réalisé dans un délai de 21 jours, Suez Eau France stoppera toute action de recouvrement (sur les factures concernées) pour les bénéficiaires identifiés et validés par la commune afin de permettre l'aboutissement du travail social réalisé par le CCAS.

Par ailleurs, conformément à l'article 2 du décret du 13 août 2008 et en l'absence d'opposition de la part des personnes, Suez Eau France transmettra au CCAS les données personnelles des usagers concernés par un impayé, n'ayant pas signalé leur refus, au service social de la commune d'Ollioules à raison de 1 fois par mois :

- Nom et prénom de l'utilisateur titulaire du contrat d'abonnement sur sa résidence principale,
- Adresse du point de service,
- Informations de contact : numéros de téléphones fixe et/ou mobile, email,
- Montant de la dette,
- Date de la facture / des factures impayées.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU CCAS :

Le CCAS s'engage par le biais des référents sociaux à rencontrer les personnes afin de procéder à l'examen de leur situation et ce pour définir les moyens pouvant être mobilisés pour aider les intéressés à résorber leur dette.

Selon la situation des personnes, plusieurs mesures peuvent être envisagées :

- élaboration d'une demande d'aide dans le cadre du dispositif Fonds Solidarité Logement ;
- octroi d'une aide financière du CCAS ;
- mise en place d'un plan d'apurement ;
- recherche d'aides financières autres que celles proposées par le CCAS.

Un contact téléphonique régulier s'effectuera entre les référents sociaux et les correspondants de Suez Eau France afin d'échanger sur les situations concernées.

En outre, tous les 6 mois, il sera effectué un bilan et une analyse de l'état des situations des usagers en situation de difficultés de paiement. Cette procédure se mettra en œuvre dans le cadre d'une réunion spécifique, à laquelle participeront les associations à vocation sociale, le CCAS et Suez Eau France. La Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental du Var pourront être invités à ces réunions.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE SUEZ EAU FRANCE :

A la demande du CCAS, Suez Eau France acceptera d'élaborer un plan d'apurement prévoyant l'échelonnement de la dette d'un habitant de la commune d'Ollioules, pour que celle-ci soit soldée avant l'émission de la facture suivante. Dans ce cas, Suez Eau France appliquera la gratuité de l'échéancier.

Un échelonnement au delà ne pourra pas être effectué dans le cadre d'un plan d'apurement. En conséquence, le montant de la dette pourra être intégré dans la mensualisation et s'ajoutera au paiement de la mensualité courante.

Suez Eau France avisera le CCAS des défaillances de règlement concernant les personnes pour lesquelles un plan d'apurement a été mis en place.

Le CCAS, par le biais de ses agents, contactera ces personnes pour tenter une médiation dont l'objectif est la maîtrise de leurs consommations d'eau et des factures qui en découlent.

ARTICLE 6 – FONDS DE SOLIDARITE COMMUNALE :

Suez Eau France met en place, chaque année, un Fonds de Solidarité Communale dont l'objectif est de diminuer la charge financière afférente à la redevance d'eau potable, pour les usagers démunis qui seraient éligibles à cette aide.

Pour la dotation de ce fonds, Suez Eau France affecte un montant de 5 000,00 € par an (valeur au 1^{er} janvier 2021). Ce montant sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année selon la même évolution que le

coefficient de révision des tarifs de base prévus à l'article 7.7 du contrat de délégation et calculé prorata temporis pour les années incomplètes.

Le délégataire effectuera le versement du montant annuel au 1^{er} mars de chaque année directement au CCAS d'OLLIOULES. À ce titre, la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE donne son accord pour que ce fonds soit versé directement sans transiter par ses services.

Le centre communal d'action sociale sera seul décisionnaire des usagers éligibles et transmettra au délégataire la liste des usagers bénéficiaires pour mise à jour de sa base clientèle dans le cadre des actions de recouvrement.

ARTICLE 7 – INFORMATIONS ET ANIMATIONS SUR LE THÈME DE L'EAU :

Suez Eau France participera aux réunions d'information, organisées par le CCAS, et à sa demande. Ces réunions d'information portent sur les éco-gestes pour mieux consommer l'eau du robinet et visent à apporter des outils d'aide à la gestion du budget eau.

ARTICLE 8 : ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – RESPECT DU RGPD

Dès l'entrée en vigueur du présent Contrat, SUEZ Eau France communiquera au CCAS l'identité de ses interlocuteurs internes autorisés à échanger avec elle pour l'exécution du présent contrat. Le CCAS désignera de même ses responsables du Contrat. Chaque partie devra faire signer à ses collaborateurs une charte d'engagement à respecter la confidentialité des traitements de données personnelles qui seront effectuées dans le cadre de cette convention.

À ce titre, le CCAS garantit et se porte fort du respect de la présente clause de confidentialité par les personnes qu'elle aura autorisées, et plus généralement par tous les membres du personnel qui viendraient à prendre connaissance d'informations confidentielles.

Le CCAS reconnaît par la présente que les informations qui pourraient être mises à sa disposition (ci-après les « Informations »), sous quelque forme que ce soit, par SUEZ Eau France pour la réalisation de la présente convention sont strictement confidentielles et ne peuvent être divulguées à quelque tiers que ce soit, hormis ses collaborateurs directement impliqués dans la réalisation de ladite convention, et qui seront avertis de la nature confidentielle de ces Informations et seront tenus de la même obligation de confidentialité.

Le CCAS s'engage en conséquence, à préserver et garantir le caractère confidentiel de toutes ces Informations, et tout particulièrement :

- à ne révéler à aucun tiers la nature ou le contenu des Informations reçues par lui à l'occasion de l'exécution du présent contrat, et ce directement ou indirectement ;
- à ne pas utiliser les Informations à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui ont été communiquées, telles qu'elles sont définies aux termes de l'article « objet » du Contrat ;
- à conserver confidentiels l'existence et le contenu même du présent Contrat et de l'Intervention du CCAS et à conserver secrètes toutes les Informations qu'il aurait pu recevoir.
- A détruire définitivement les données personnelles dès clôture du dossier de recouvrement et à produire un certificat de destruction à envoyer à Suez Eau France

Il est entendu que le présent engagement ne s'applique pas aux informations qui sont d'ores et déjà tombées dans le domaine public au moment où elles sont transmises, qui le deviendraient par la volonté de SUEZ Eau France, qui seraient obtenues régulièrement par d'autres sources, ni dans l'hypothèse où la divulgation des informations est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou une autorité de tutelle, de régulation, fiscale ou boursière, ou si elle est nécessaire pour permettre de prouver l'existence d'un droit ou d'une obligation résultant des présentes.

A l'expiration du présent Contrat, Le CCAS s'engage à retourner ou détruire au choix et à la demande de SUEZ Eau France les Informations reçues de cette dernière, sous réserve du respect de ses obligations légales, réglementaires ou judiciaires.

Protection des Données à caractère personnel – Respect du RGPD

Afin d'exécuter le Contrat, le CCAS sera amené à traiter des informations de SUEZ et notamment des Données Personnelles émanant de ses abonnés.

Chaque Partie, reconnaît que les Données Personnelles et les traitements y afférents sont soumis aux dispositions légales et réglementaires de protection des données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et chacune d'elles s'engage à respecter cette réglementation.

Tout manquement du CCAS aux obligations relatives aux Données Personnelles constitue un manquement à ses obligations essentielles, qui pourra notamment entraîner la résiliation du présent contrat pour faute, sans préjudice pour SUEZ de tout autre recours.

Le CCAS s'engage à traiter les Données Personnelles des abonnés uniquement pour les besoins de l'exécution du présent Contrat et dans le respect des finalités initiales définies au présent contrat. En conséquence, le CCAS a notamment interdiction de (i) exploiter, pour son propre compte ou pour celui d'un tiers, directement ou indirectement, lesdites Données Personnelles, (ii) céder et/ou mettre à disposition de tiers les Données Personnelles à quelles que fins que ce soit ; (iii) effectuer des copies de tous documents et supports d'information contenant des Données Personnelles, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution du Contrat.

Confidentialité et Sécurité des Données Personnelles des abonnés

Le CCAS s'engage à garantir la confidentialité et la Sécurité des Données Personnelles des abonnés.

A ce titre, il est notamment tenu de limiter strictement l'accès aux Données Personnelles aux personnes autorisées en ayant besoin pour la réalisation de l'exécution du présent Contrat.

Il s'engage également à mettre en œuvre tout moyen technique, conforme à l'état de l'art, pour garantir la disponibilité, l'intégrité, la sécurité, la confidentialité desdites données personnelles et pour pallier tous risques d'altération, de divulgation, de diffusion, d'accès non autorisé, de destruction, perte, corruption, piratage, détournement des Données Personnelles par des tiers.

Sous-traitance du traitement des Données Personnelles par le CCAS

Conformément à l'Article 29 du RGPD, le CCAS ne peut pas faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques des Données Personnelles sans l'accord préalable et écrit de Suez eau France.

ARTICLE 9 – DURÉE DE LA CONVENTION :

La présente convention perdurera jusqu'au 31/12/2029 avec une reconduction annuelle. Chacun des signataires peut y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

Fait à Toulon, le

Robert BENEVENTI
Président du Centre Communal d'Action Sociale
Maire d'Ollioules
Vice-Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Nicolas SARDOU
Directeur d'agence
Suez Eaux France

Jean-Pierre GIRAN
Président de
Métropole Toulon Provence Méditerranée